

- Burundi
- crisis oct. '93
- Legu
- BUSOKOZA Bernard

4 février 1994

A Madame la Présidente de la Commission  
Internationale d'Enquête sur la  
violation des droits de l'homme au  
BURUNDI

à BUJUMBURA.

Madame la Présidente,

Je viens d'entendre sur Radio Bujumbura un communiqué annonçant votre arrivée prochaine à Bujumbura afin d'y mener des enquêtes sur la violation des droits de l'homme.

De mon exil où je me trouve, je m'empresse encore une fois d'élever de vives protestations contre les violations des droits dont nous sommes victimes, mon épouse, mes trois enfants et moi-même, forcés par le pouvoir en place à Bujumbura, à quitter le pays pour une destination inconnue et sans provisions. Je dis que j'éleve encore une fois de vives protestations car déjà le 28 Octobre 1993, j'adressais une lettre protestation au 1er Ministre du BURUNDI dans laquelle je refulais les accusations colomnieuses proférées contre moi par le Ministre NYANGOMA le 22 octobre 1993.

A cette époque, ce cher Ministre, alors qu'il était retranché à l'Ambassade de France, dressait une liste de ses ennemis politique, sans enquête préalable qu'il fit lire sur Radio KIGALI, comme étant les auteurs du coup d'Etat du 20 au 21 Octobre 1993. On peut se poser quelques questions. D'où pouvait-il, dans les circonstances de temps et de lieu qui étaient les siennes, tirer une information objective? Etait-il possible pour lui de dresser une liste de coupables sous risque de globalisation ou de colomnie? Le fait de reprendre intégralement sur la liste des personnes incarcérées jusqu'à la veille pour des motifs politiques dans les différentes prisons du Burundi n'était-il pas une globalisation pure et simple et un machiavélisme politique à peine voilé?

Malheureusement, malgré mes protestations contenues dans le document adressé au 1er Ministre, ma lettre resta sans réponse et Mme KINIGI, au lieu d'agir en responsable politique et d'odronner des enquêtes justes et équitables, enquêtes que je réclamais par ailleurs dans mon document, relayait la voix de son Ministre, en multipliant ses accusations contre moi. Elle alla même jusqu'à lancer un mandat d'arrêt International contre moi et à exiger mon extradition du Gouvernement qu'elle soupçonnait de m'abriter alors que la commission d'enquête mise sur pied par

elle même n'avait et n'a toujours pas débuté ses travaux. Voilà donc une façon de procéder dans notre pays où d'après les dires de nos dirigeants tous les droits de l'homme sont respectés et où nous avons même un Ministre pour les garantir (Le Ministre des Droits de l'homme).

Madame la présidente, je ne connais ni votre pouvoir sur les Gouvernements, ni votre autorité morale à vous faire entendre par la communauté Internationale éprise de paix et de libertés fondamentales, mais je crois qu'il est non seulement dans mon intérêt et de celui de milliers de BURUNDAIS souffrant des mêmes violations des droits de la personne humaine, mais qu'il est aussi de mon devoir, de vous lancer cet appel. Je ne demande rien d'autre que de faire comprendre au gouvernement BURUNDAIS la nécessité de procéder à des enquêtes justes et équitables, source de paix sociale durable. Cette enquête pour être juste devrait être menée par des enquêteurs neutres, donc Internationaux. Il est vrai que j'ai été parmi les premiers si non le premier à la réclamer, mais depuis ma lettre du 28 Octobre, des milliers de BURUNDAIS n'ont cessé de formuler la même requête auprès du Gouvernement. Je ne vois donc pas pourquoi ce même Gouvernement s'acharne à vouloir mettre la chaire avant les boeufs en procédant d'abord à des arrestations et à des extraditions et à des enquêtes après. En terminant, je vous prierais de bien vouloir prendre connaissance du document que j'ai adressé à Mme le Premier Ministre et de recevoir mes Avocats, Mr Tharcisse NTAKIYICA et Mr Jean BOSCO SINDAYIGAYA qui me lisent en copie et qui ont les pleines pouvoirs de me représenter dans cette affaire(s).

Je vous prie de bien vouloir excuser la qualité du document que je vous transmets car cela résulte des contraintes de l'exil.

veuillez agréer, Madame la Présidente, les assurances de ma haute considération.

Bernard BUSOKOZA;

Major.-



COPIE CONFORME:

- Mme le 1er Ministre du BURUNDI
- Monsieur le Ministre de la Défense
- Ligues des Droits de l'homme ITEKA  
et SONERA